

Tendances conjoncturelles

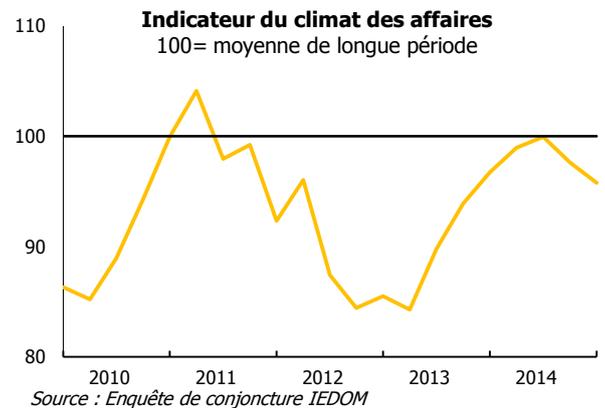
4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

Après l'embellie, le climat des affaires s'essouffle

Au quatrième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de nouveau (-1,8 point), mais à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent (-2,3 points). Il s'établit désormais à 95,8 points, en dessous de sa moyenne de longue période, mais loin des points bas. L'indice est ainsi revenu à son niveau de fin 2013.

Cette évolution valide l'inflexion mise en exergue le trimestre précédent (première baisse après cinq trimestres de hausse) et l'idée que l'embellie du contexte économique s'essouffle, après un probable excès d'optimisme. La baisse de l'ICA est imputable aux trois quarts à la composante passée, ce qui est conforme aux anticipations du trimestre précédent. Le repli modéré de la composante future sur le trimestre (-0,9 point après -6,4 points au troisième trimestre) laisse néanmoins espérer une stabilisation les prochains mois.



Malgré la persistance d'une certaine frilosité et d'un manque de visibilité, le contexte général est globalement favorable. La consommation des ménages est assez ferme, soutenue par la faiblesse de l'inflation. Les effets positifs de la Nouvelle route du littoral sur l'investissement deviennent davantage perceptibles.

Par secteur, le courant d'affaires est plutôt bien orienté dans les industries et industries agroalimentaires, le BTP et le commerce. À l'inverse, l'opinion des professionnels est défavorable dans l'agriculture et les services.

ORIENTATION FAVORABLE DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE, À L'EXCEPTION DE MAURICE

La croissance de l'économie **sud africaine** s'accélère au quatrième trimestre 2014, avec une hausse du PIB de 4,1 % en rythme trimestriel annualisé (après +2,1 % au troisième trimestre). Cette évolution provient de la bonne tenue de l'activité dans le secteur de l'industrie manufacturière et de l'industrie minière. Sur l'ensemble de l'année, la croissance ralentit avec une hausse du PIB de 1,5 % contre 2,3 % en 2013, en raison d'importantes grèves qui ont perturbé l'activité de l'industrie minière en début d'année.

À **Madagascar**, l'activité économique reste portée par les industries extractives. Les importations en biens d'équipement progressent très fortement (plus de 80 % en glissement annuel), en lien avec des investissements importants dans l'industrie pétrolière. Les exportations sont également dynamiques (+58,1 %). Par ailleurs, l'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 9,3 % sur le trimestre. À l'inverse, les créations d'entreprises et les ventes de véhicules neufs chutent d'un tiers. L'Institut de la statistique estime à 3,4 % la croissance de l'économie malgache pour 2014.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique se redresse au quatrième trimestre 2014, avec une hausse de 6,5 % du nombre de touristes sur un an. Sur l'ensemble de l'année, la fréquentation touristique progresse légèrement de 1,0 %, le dernier trimestre compensant une année touristique assez morose. Les importations de biens d'équipement continuent de progresser à un rythme soutenu (+32,6 %). Enfin, les exportations de produits de la pêche sont mal orientées en fin d'année (-1,7 % en glissement annuel).

La croissance de l'économie **mauricienne** marque le pas au troisième trimestre 2014, avec une progression modérée de 0,2 % (CVS), contre +2,3 % au deuxième trimestre. La consommation finale continue de croître mais à un rythme moins soutenu, tandis que l'investissement continue de se contracter, aussi bien dans la construction que dans les biens d'équipement. Enfin, les exportations de biens et services sont en hausse de 1,8 % en glissement annuel.

Persistence des pressions à la baisse sur les prix

Les prix continuent de s'inscrire à la baisse au quatrième trimestre 2014. Ils reculent de 0,6 % sur les trois derniers mois de l'année par rapport au trimestre précédent, et affichent une contraction de 0,3 % par rapport au quatrième trimestre 2013.

Cette tendance est cohérente avec l'opinion négative des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs prix de vente.

Sur l'année, la progression de l'indice des prix à la consommation (IPC) est historiquement basse, à seulement + 0,2 %.

La progression des prix de 0,6 % en décembre 2014 par rapport à septembre 2014 reflète une simple correction mécanique liée à la sortie de la période des soldes (produits manufacturés +1,8 %) et à la hausse saisonnière des prix des transports aériens de voyageurs.

Évolution de l'indice des prix à la consommation

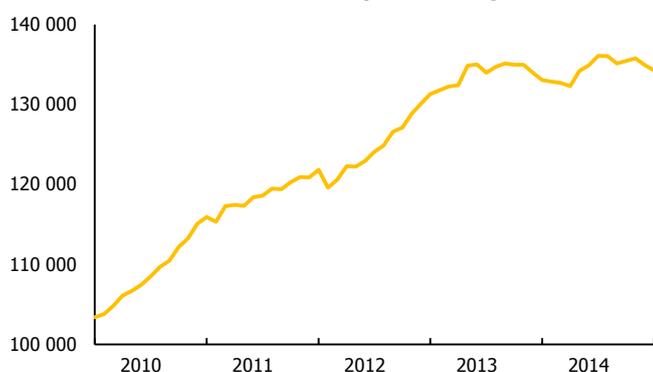


Source : Insee, données mensuelles

En glissement annuel

Léger mieux sur le marché du travail

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi, données CVS

En léger recul par rapport à fin septembre 2014 (-0,9 %, CVS), le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 134 250 à fin décembre. La situation des demandeurs d'emploi s'améliore pour toutes les catégories d'âge, à l'exception des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus dont le nombre progresse de 0,9 %. Néanmoins, sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit en hausse de 0,9 %.

Les entrepreneurs jugent favorablement l'évolution de leurs effectifs sur le trimestre, mais restent pessimistes pour le trimestre à venir. Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi progresse de 2,3 % (CVS), soutenu par les offres d'emploi durables qui augmentent de 8,1 %, tandis que les emplois non durables baissent de 7,4 %.

Le nombre d'allocataires de Pôle emploi progresse légèrement (+1,1 %), notamment ceux bénéficiant de l'assurance chômage (+4 %).

Bonne tenue de la consommation

La consommation des ménages reprend de la vigueur après un troisième trimestre mitigé.

La progression sensible des ventes de véhicules neufs sur le trimestre (+6,4 %) a effacé la contraction du trimestre précédent. Les ventes sont ainsi en hausse de plus de 10 % par rapport à l'année passée. Dans le même temps, les importations des industries agroalimentaires augmentent de 1,1 % ainsi que les importations de biens d'équipement et de produits courants, qui progressent respectivement de 0,9 % et 0,6 %.

Cette bonne orientation de la consommation des ménages se retrouve dans l'opinion favorable des professionnels du secteur du commerce.

En parallèle, les encours de crédits à la consommation ont renoué avec une croissance positive en rythme annuel (+0,4 %), ce qui met fin à une période de contraction continue depuis 2008.

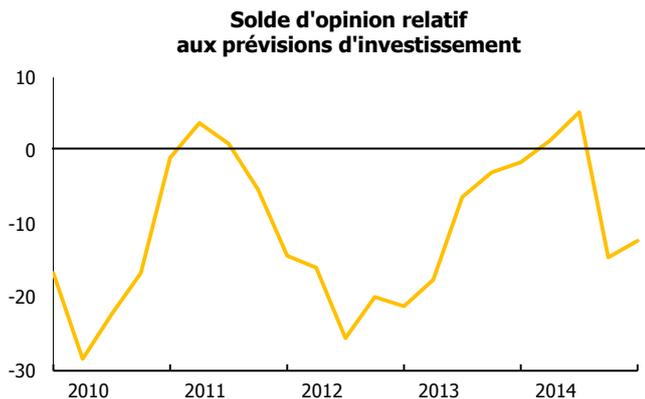
Les indicateurs relatifs à la vulnérabilité des ménages continuent également d'être bien orientés : le nombre d'incidents de paiement par chèques ainsi que celui de personnes physiques en interdictions bancaires baisse de 0,7 %, tandis que le nombre de retraits de cartes bancaires diminue de 3,4 %. Le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement recule par ailleurs de 17,2 % sur le trimestre.

Ventes de véhicules de tourisme neufs



Source : Insee-FCA*, CVS IEDOM

Matérialisation des effets positifs des travaux liés à la Nouvelle route du littoral



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Les effets d'entraînement des travaux liés à la Nouvelle route du littoral (NRL) commencent à se matérialiser sur l'activité. Les importations de biens d'équipement et les ventes de véhicules utilitaires s'inscrivent en nette hausse, respectivement, de 16,4 % et 19,4 % (CVS). Les importations de biens intermédiaires sont également bien dirigées (+6,0 %), stimulées par les besoins liés à la NRL.

Les encours des crédits à l'investissement et des crédits immobiliers des entreprises confirment cette bonne tendance, avec des hausses respectives de 2,7 % et 2,1 %.

En revanche, bien qu'en légère amélioration au quatrième trimestre, le solde d'opinions relatif aux prévisions d'investissement reste relativement dégradé. Les chefs d'entreprise se montrent assez craintifs et mitigés quant à l'avenir, ce qui traduit un manque de visibilité.

Parallèlement, les encours bancaires des crédits immobiliers des ménages progressent de 0,8 %, comme au trimestre précédent.

Stabilisation du commerce extérieur

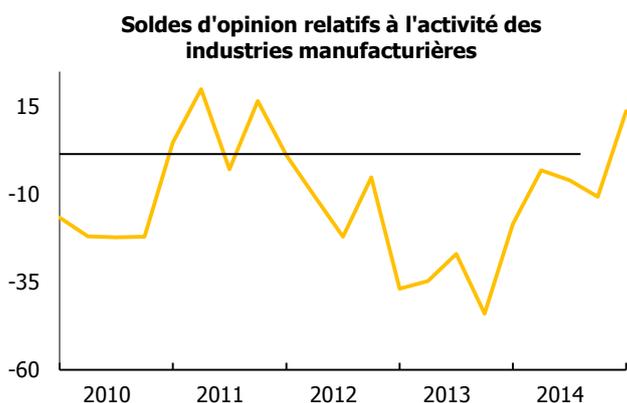
Les exportations continuent de baisser au quatrième trimestre, mais à un rythme moindre (-0,6 %, CVS, contre -11,8 % au troisième trimestre et -7,2 % au deuxième). La hausse des exportations de produits agricoles, notamment d'ananas et de litchis, compense le net recul des exportations de produits des industries agroalimentaires.

Les importations diminuent légèrement de 0,9 %, en raison du repli du prix du baril de pétrole, engendrant une baisse de 9,1 % des importations de produits pétroliers.



Source : Douanes, CVS IEDOM

DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES SECTEURS



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Le courant d'affaires est plutôt bien orienté dans les secteurs des industries agroalimentaires, BTP et le commerce. A l'inverse, l'opinion des professionnels interrogés dans l'agriculture et les services marchands est défavorable.

L'activité du secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** se dégrade fortement au quatrième trimestre 2014 selon les chefs d'entreprise interrogés. Ce jugement négatif devrait se poursuivre le trimestre prochain.

Les abattages de bovins progressent de nouveau (+1,1 %, CVS), tandis que ceux de volailles et de porcins se contractent respectivement de 2,1 % et 0,2 %. La collecte de lait poursuit son amélioration (+0,2 %).

Le courant d'affaires du secteur des **industries agroalimentaires** s'améliore nettement au quatrième trimestre 2014, conformément aux anticipations des entrepreneurs. Leur opinion redevient positive

après deux ans de pessimisme. Ils jugent également favorablement l'évolution de leur effectif, et les perspectives d'investissement s'améliorent nettement, rejoignant la moyenne de longue période.

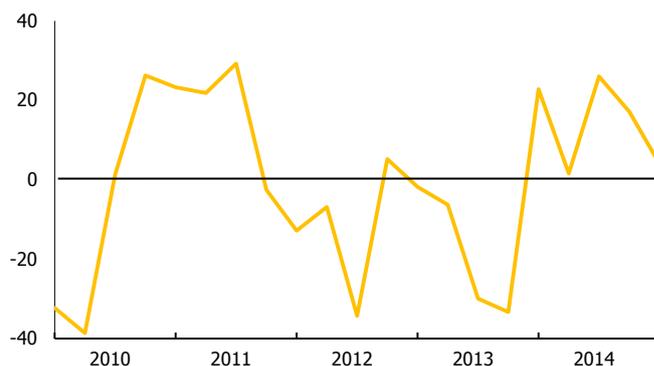
Dans le secteur des **industries manufacturières**, l'activité est jugée favorable pour la première fois depuis trois ans. Le secteur commence ainsi à bénéficier des retombées positives des travaux de la Nouvelle route du littoral. Ils jugent toutefois négativement leur trésorerie et les délais de paiement. Ces derniers devraient néanmoins s'améliorer au prochain trimestre.

L'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics** se dégrade au quatrième trimestre 2014. Les chefs d'entreprise restent optimistes, mais les perspectives d'amélioration s'essoufflent et les prévisions d'investissement se dégradent fortement.

A fin décembre 2014, le nombre de salariés de la Caisse des congés payés du BTP baisse légèrement (-0,5 %) par rapport à fin septembre 2014. Le nombre d'autorisations de conformité du Consuel suit la même évolution et se stabilise (-0,2 %) après deux trimestres de forte baisse.

La commande publique s'inscrit en hausse de 37,7 % sur le trimestre, en lien avec le début des travaux de la Nouvelle route du littoral, qui demeure un vecteur d'optimisme pour le secteur.

Soldes d'opinion relatifs à l'activité du BTP

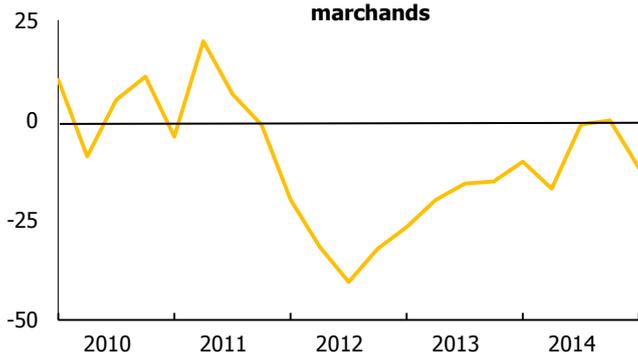


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Le courant d'affaires dans le secteur des **services marchands** décroît au quatrième trimestre 2014. L'opinion des entrepreneurs sur les prix de vente et les effectifs se détériore. En revanche, celle sur les délais de paiement et la trésorerie s'améliore. Les chefs d'entreprise restent pessimistes sur les perspectives d'activité et d'investissement.

Dans le secteur du **tourisme**, le solde d'opinion des chefs d'entreprise relatif à l'activité continue d'être négatif mais se stabilise. Leur opinion négative s'améliore par contre sur la trésorerie et l'évolution des effectifs. Néanmoins, l'activité devrait se détériorer sur le prochain trimestre. La fréquentation des hôtels classés de l'île continue de se dégrader, pour se retrouver à son niveau le plus bas depuis cinq ans.

Soldes d'opinion relatifs à l'activité des services marchands



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au quatrième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur +0,8 % pour 2014 et +1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,1 % au quatrième trimestre 2014, après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : Mars 2015 – Dépôt légal : Mars 2015 – ISSN 1952-9619